



BILAN DE QUATRE ANNÉES DE PRÉSIDENTENCE BOLSONARO

Nicolas DOLO

Quel bilan peut-on faire en date du 26 juin 2022 soit près de trois mois avant le 1er tour des élections générales ? Le président Jair Messias Bolsonaro a été largement élu en 2018 sur une plateforme anticriminalité et anti-corruption qui répondait parfaitement au sentiment d'abandon de la population brésilienne, en premier lieu les classes populaires, sur ces deux sujets. Il faut reconnaître que le Brésil, quand bien même d'autres pays le surpassent en la matière, était et demeure un pays dangereux, où l'insécurité est loin de n'être qu'un sentiment, tandis que les montants évoqués lors des grandes affaires de corruption publique approchent ceux du PIB annuel de certains grands pays développés.

Avant cette élection, on estimait que le coût économique de la criminalité au sens large était de l'ordre de 5,9% du PIB brésilien, soit environ 100 milliards d'euros annuel, et le seul indicateur vraiment fiable en matière de sûreté publique, celui du taux d'homicide, avait battu tous les records en 2015/2016. Le pays avait alors connu eu plus de 65 000 morts violentes, soit un taux d'environ 32 pour 100 000, à mettre en relation avec celui des pays d'Europe de l'Ouest (entre 1 et 3 pour 100 000), avec des pointes dramatiques autour de 60 pour 100 000 parmi les hommes jeunes de certaines zones du *Nordeste*.

De multiples facteurs socio-économiques, raciaux, démographiques voire culturels ou géographiques expliquent bien évidemment l'étonnante violence rencontrée au Brésil. Mais l'échec général des politiques de sécurité publique remonte toutefois, et avant tout, à la Constitution de 1988, rédigée lors du retour au pluralisme politique après le régime militaire (1964-1985). Constitution remarquablement précise et détaillée en ce qui concerne les droits politiques et le droit du travail, elle est en revanche muette ou presque sur le sujet de la sécurité publique, au point d'avoir dû être complétée par de nombreuses lois organiques. Aucun cap ni objectif clair ne se dégagent de

<https://doi.org/10.54695/pal.119.063>





ce corps de textes hétéroclites, et cela a contraint chaque président brésilien en poste depuis 1985 à lancer leurs propres plans de sécurité nationale sans grande notion de continuité, ces plans entrant de plus en conflit avec les agendas politiciens et les échéances électorales...

Le système fédéral brésilien attribue la responsabilité de la sûreté aux États fédérés. Or les considérables disparités économiques entre régions résultent en des budgets de sécurité publique, et donc des niveaux de criminalité extraordinairement variables. Le Brésil souffre de plus d'un maillage administratif complexe articulé autour des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire d'une part, de l'État fédéral et des États fédérés d'autre part. Et la répartition parfois surréaliste de compétences découlant de ce système est en grande partie responsable des énormes inefficacités, des luttes d'influence entre agences publiques, des absurdités bureaucratiques insensées, des doublons budgétaires et bien évidemment des risques intrinsèques de détournements massifs de fonds publics que les Brésiliens subissent toujours au quotidien.

Il convient néanmoins de pointer l'énorme responsabilité, directe et indirecte, des factions criminelles dans l'explosion de la violence aux personnes. Apparu en 1969 dans une prison de l'État de Rio de Janeiro avec la création du *Comando Vermelho* (CV), puis celle du *Primeiro Comando da Capital* (PCC) de São Paulo, il a connu un succès exponentiel depuis la fin des années 1990, et il n'a pas cessé de se développer dans le milieu carcéral, un autre parent pauvre des politiques sécuritaires brésiliennes depuis au moins les années 1970. La responsabilité directe des factions dans la violence est évidente, puisque les luttes pour les territoires et les circuits de distribution de la drogue, qui sont le cœur du problème de la violence dans toute l'Amérique latine, sont responsables de grand nombre d'assassinats. Mais leur responsabilité indirecte ne l'est pas moins, puisque le trafic de drogue engendre des cohortes de drogués, eux-mêmes souvent délinquants, et également des vocations chez les plus jeunes des quartiers difficiles manquant de perspectives professionnelles.

Dès 2017, le président par intérim Michel Temer avait déjà entamé une reprise en main de l'appareil sécuritaire, avec quelques résultats tangibles, notamment un début d'infléchissement du nombre des homicides, par exemple en autorisant l'opération de Garantie de la Loi et de l'Ordre à Rio de Janeiro. On l'avait alors accusé de se « bolsonariser ». Quoi qu'il en soit, il est surtout clair que l'élection d'octobre 2018 correspond à un point culminant de saturation et à un constat d'échec cuisant des politiques de sûreté publique. Beaucoup trop de gens, y compris en dehors de la sphère criminelle *stricto sensu*, gagnaient alors beaucoup trop d'argent sur le dos des trafics et de la violence, autrement dit sur le dos du peuple brésilien.

RÉUSSITES ET LIMITES DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT BOLSONARO

Les institutions politiques brésiliennes, à commencer par le Parlement, où sont représentés pas moins de 23 partis, demandent la recherche permanente





du compromis. Le programme et la personnalité clivants de Jair Bolsonaro, pourtant un grand habitué de la scène parlementaire, ont sans grande surprise été préjudiciables à la remise à plat totale de l'État que le Président appelait de ses vœux en début de mandat. Le gouvernement, quoique de manière inégale, a cependant su faire preuve d'une certaine subtilité en jouant sur les partis dits du *centrão* (« le grand centre ») afin de réaliser quelques grandes réformes, ou de renforcer certaines politiques sociales et socio-éducatives à destination des nécessiteux. En dépit de résultats contrastés, le traitement manichéen que la presse internationale a réservé à Bolsonaro depuis quatre ans ne doit pas masquer les quelques vraies réussites gouvernementales en matière de politiques sécuritaires et économiques, et qui permettent aujourd'hui au Brésil de voir l'avenir avec une relative sérénité.

En matière économique, l'action combinée de deux ministres, celui de l'Infrastructure, Tarcísio Gomes, et celui de l'Économie, Paul Guedes, a permis à l'économie au Brésil de surperformer en dépit des multiples annonces négatives des analystes financiers internationaux, même durant l'épisode Covid. Dès sa prise de fonction, Tarcísio Gomes a choisi de délibérément axer sa gestion sur les problématiques de corruption au sein de ses services. En l'espace de quelques semaines et mois, à coups d'évictions et de réorganisations, il est parvenu à très rapidement avancer sur des dossiers fondamentaux dans lesquels ses prédécesseurs s'étaient tous noyés. Coriace et volontaire, s'appuyant lorsque nécessaire sur ses connections personnelles dans le Génie de l'Armée brésilienne, dont il est issu, il a bouclé des chantiers d'autoroutes, aéroports, ports ou d'irrigation (rio San Francisco dans le *Nordeste* en particulier) qui avaient auparavant surtout servi à financer les partis politiques. Il a pu se lancer dans de nombreux nouveaux projets, en particulier ferroviaires, près de 20 000 kilomètres de réseaux ferrés devant être construits au Brésil, avant tout pour améliorer le transit de marchandises dans le pays (axes nord-sud et, dans le sud du pays, ouest-est) et avec les partenaires du Mercosul. Gomes n'a pas pour autant oublié les quartiers populaires, raccordant un nombre record de Brésiliens aux systèmes sanitaires de base et à l'irrigation, ou installant près de 4 200 nouveaux stades et gymnases dans les zones déshéritées. Un autre grand axe de développement d'infrastructures, portant sur un montant de plus de 130 milliards d'euros, concerne l'extraction minière et le raffinage des hydrocarbures. Le Brésil se trouve il est vrai dans la triste situation de devoir importer du diesel alors qu'il est sur le papier largement autosuffisant en pétrole – et devrait même être exportateur. L'administration Lula avait consacré environ 50 milliards d'euros à cette même tâche, mais aucune nouvelle raffinerie n'avait jusqu'à présent vu le jour... Ces grands projets d'infrastructure sont pour partie financés par la privatisation de structures dont la gestion coûtait plus d'argent au gouvernement fédéral qu'il ne lui en rapportait, notamment les aéroports et les grands ports commerciaux, ainsi que par la privatisation de compagnies publiques ou semi-publiques, parmi lesquelles nombre de filiales de Petrobras (compagnie pétrolière nationale).

Le ministère l'Économie et celui du ministère des Mines et de l'Énergie d'Adolfo Saschida, un homme de Paulo Guedes, supervisent l'essentiel de





ces privatisations. Ils contrôlent aussi les appels d'offre des fort nombreux nouveaux équipements, dont la construction et la future gestion seront souvent confiées à des sociétés privées pour un montant total devant approcher les 220 milliards d'euros sur quatre ans. Les services du ministre de l'Économie ont parallèlement accompagné une véritable révolution numérique de l'administration publique fédérale, qui a vu en seulement trois ans une réduction de 20 000 postes de fonctionnaires civils tout en améliorant et simplifiant de manière fulgurante l'accès aux services publics par ordinateur ou téléphone portable. En soutien de cette petite révolution, le ministère de l'Infrastructure a installé le Wifi public et gratuit dans de nombreuses communes parmi les plus reculées de l'intérieur du territoire. D'autres réformes pro-marché, et la politique de légalisation de l'économie informelle, ont limité le recul du PIB du Brésil en 2020, au pire de l'épisode Covid, à -3,5% alors que le FMI annonçait -9%. Le PIB a ensuite pu rebondir à +4,6% en 2021, soit bien plus qu'en Corée du Sud ou en Allemagne. La réforme des retraites, la chasse aux prestations sociales indues, et la consolidation fiscale ont diminué la part de la prévoyance sociale dans le budget fédéral à son niveau le plus bas depuis 2008. L'inflation, pour sa part, à l'inverse de ce qui se passait dans le reste du monde, était moins forte au Brésil en 2021 qu'en 2016 – une tendance qui se confirme fortement en 2022, puisque pour la première fois dans l'histoire récente, l'économie brésilienne connaîtra une inflation inférieure à celle de la quasi-totalité des grandes économies occidentales.

Une fois au pouvoir, la nouvelle administration a aussi, et bien entendu, cherché à obtenir des résultats non seulement rapides, mais également de long terme, dans la lutte contre la criminalité et la corruption. L'élection de Bolsonaro a en soit été à la source d'un choc psychologique pour les délinquants et les forces de police, les premiers se sentant menacés, et les seconds bien entendu renforcés et soutenus. Mais plusieurs axes de travail ont en outre été choisis afin de tenir les promesses du candidat : une nouvelle approche des politiques carcérales ; la rationalisation et la modernisation du renseignement policier et des services de police fédérale ; des politiques socio-éducatives anciennes et nouvelles ; de manière plus marginale ou médiatique, l'armement citoyen.

Les factions criminelles recrutent massivement en prison, et leur culture est très liée au milieu carcéral, au point qu'elles sont le plus souvent dirigées depuis les prisons où leurs leaders sont retenus pour des peines de très long terme. Jusqu'en 2018, les pénitenciers avaient pour l'essentiel choisi d'acheter une certaine paix sociale en laissant les factions se regrouper dans certains secteurs, voire dans certains établissements. Généralement oisifs, et souvent mieux armés que les gardiens, les prisonniers affiliés aux divers gangs étaient en réalité aux commandes. Dès la prise de fonction de l'ancien ministre de la Justice (et candidat au Sénat en 2022) Sergio Moro, des mesures fermes et de bon sens ont en premier lieu été appliquées aux pénitenciers fédéraux, dans lesquels résident la plus grande partie des cadres dirigeants des factions. Ceux-ci, placés en quasi-isolement, voient désormais toutes leurs conversations, y compris celles avec leurs avocats,





enregistrées, et ils sont transférés d'établissement en établissement tous les deux mois de manière aléatoire. Autre mesure de poids, le Parlement a voté un dispositif contraignant les détenus dans toutes les prisons du pays, fédérales ou non, à désormais travailler pour couvrir les frais de détention. Ces mesures ont porté un coup non négligeable aux factions, tout particulièrement dans les États du Sud du pays, qui ont de surcroît repris au niveau local (les États fédérés ont la main et contrôlent les budgets des prisons pour les crimes et délits non fédéraux) l'essentiel des éléments de la politique nationale. Dans le Nord et Nordeste, *a contrario*, parfois par pure opposition politique, mais aussi par manque de moyens financiers, la gabegie pénitentiaire se poursuit dans les grandes lignes, et il n'est guère étonnant d'avoir même assisté à de nouvelles implantations de factions dans ces régions déjà fort violentes.

Au niveau des polices fédérales (PF, Police routière fédérale, etc.), l'objet de l'une des premières lois proposées au Parlement après la prise de pouvoir du nouveau gouvernement en 2019 aura été de créer de nouvelles lignes budgétaires : toutes les sommes et biens saisis aux divers criminels, viennent désormais directement financer les services fédéraux de sûreté publique. Ces budgets, associés à l'impressionnante modernisation technologique du secteur du renseignement par le Général Augusto Heleno, vétéran des opérations de pacification des bidonvilles de Haïti pour la Minustah, et surtout ancien dirigeant du département IT de l'armée brésilienne, ont grandement amélioré le ciblage des délinquants et de leurs associés. On a pu multiplier les écoutes, et faire de l'excellente remontée en temps réel d'informations, ce qui a permis de porter des coups décisifs à l'organisation et à la communication des factions criminelles. On a aussi pu cibler tout l'écosystème, notamment de blanchiment d'argent, lié aux quantités colossales d'argent produites par les factions criminelles – comptables, avocats, hommes de paille, etc. La nomination en mars 2021 d'Anderson Torres, ancien commissaire de la Police Fédérale, au poste de ministre de la Justice et de la Sûreté a de surcroît permis d'aligner l'action et d'encore améliorer le dialogue entre le ministère et les agences de terrain. Les saisies de produits stupéfiants, véritable nerf du financement des factions, par les diverses polices fédérales battent record après record – 17 tonnes de cocaïne par exemple en 2021. Les saisies d'armes ont également explosé. Parallèlement, l'amélioration tangible de la coopération internationale avec les pays voisins, Paraguay en particulier mais pas seulement, dérange de plus en plus les trafiquants, dont les tentacules débordent depuis longtemps les frontières nationales.

En termes de politiques socio-éducatives, y compris et peut-être surtout pendant la crise du Covid, le gouvernement a non seulement maintenu, mais encore amélioré l'essentiel des aides de l'État aux familles les plus démunies, notamment afin de prévenir d'éventuelles dérives délinquantes. Dans nombre de quartiers, le gouvernement, parfois sollicité et aidé par des gouverneurs d'États de tous bords politiques, a multiplié les ouvertures des écoles dites « militaires », où la gestion de la discipline, de l'administratif et de la logistique sont confiés à des policiers militaires, tandis que





l'enseignement y est toujours confié à des professeurs ordinaires. Plébiscités et réclamés par les parents d'élèves, ces établissements cherchent à redonner de la perspective et le goût de l'effort aux enfants, et dans le meilleur des cas à leur ouvrir une carrière, militaire, policière ou non, plutôt que de sombrer dans la criminalité. Malheureusement, le résultat de ces politiques est très inégal, et il tend à autant varier géographiquement que les statistiques de la pauvreté et de la délinquance.

L'armement citoyen, l'un des arguments massue de Bolsonaro en 2018, est fort décrié au Brésil comme à l'international. Dans la pratique, le port d'arme demeure néanmoins assez strictement réglementé, et l'on n'a pas assisté ces dernières années à une multiplication d'accidents ou incidents liés à des civils armés. L'effet psychologique vis-à-vis des agresseurs armés, en revanche, est quant à lui réel. Plus encore, la possibilité désormais ouverte à tout individu d'utiliser son véhicule en tant qu'arme de défense pour se protéger ou défendre une victime d'agression, rend les maraudeurs à pied et à moto de plus en plus prudents dans les rues brésiliennes. On peut en revanche s'inquiéter de la multiplication de milices d'auto-défense dans certains quartiers de classes moyennes, puisque l'on connaît les dérives récurrentes de ce genre de groupes en Amérique Latine...

La conséquence directe des politiques sécuritaires du gouvernement est une chute spectaculaire du taux d'homicide dans le pays dès le dernier trimestre 2018, puis de 22% en 2019. Selon le Journal *O Globo*, que l'on ne peut pas soupçonner de sympathie particulière vis à vis du gouvernement, ce mouvement se serait poursuivi en 2020 (-10%) et en 2021 (-7%). En dépit de la fin des politiques de confinement liées au Covid, auxquelles certains attribuaient ces bons résultats, le déclin de la violence se poursuivait en 2022. Les résultats demeurent pourtant très inégaux en fonction des régions, puisque les États fédérés conservent la main sur les politiques et budgets de sûreté. Dans les États pauvres, surtout du Nord et Nordeste, les policiers manquent de moyens, ils sont mal payés, voire pas payés du tout pendant de longues semaines. Les mouvements de grève y sont fréquents, et les niveaux de violence s'y maintiennent à des niveaux absolument dramatiques. Le Covid n'a du reste pas arrangé les choses, voire encore élargi le fossé entre les zones cossues et bien sécurisées des grandes villes, dont les statistiques sont proches de celles de l'Europe de l'Ouest, et les territoires ou régions plus modestes. Le cas spécifique de la région amazonienne est particulièrement alarmant, puisqu'il conjugue à la fois le manque de moyens financiers, un niveau de corruption publique peu contrôlable en raison de l'éloignement géographique et, plus récemment, l'implantation en masse de factions criminelles fuyant les zones mieux policées du Sud du pays.

Les choix politiques liés au Covid ont également joué un rôle dans le développement de nouvelles formes de criminalité ou le rebond de la criminalité. Des phénomènes de bandits de grand chemin, de type *cangaceiro* (bandes criminelles du *Sertão* qui ont opéré jusqu'au années 1930), ont ainsi vu le jour pendant que la Police de certains États était trop occupée à fermer les magasins des petits commerçants et à contrôler les masques





des gens dans la rue. Une cinquantaine de bandits ont par exemple attaqué la ville de l'intérieur de l'État de São Paulo, Araçatuba, en août 2021, dont les forces de l'ordre sont pourtant bien équipés et formés. Ils ont dévalisé toutes les agences bancaires de la ville après avoir bloqué ses accès, le tout sous le contrôle de drones, puis se sont enfuis avec des otages attachés au capot de leurs véhicules. A São Paulo également, on a vu la petite criminalité de rue gagner du terrain, y compris dans les quartiers les plus résidentiels de la capitale d'État ou sur le très chic littoral, puisque les policiers étaient occupés à traquer les contrevenants au masque sanitaire. Ces phénomènes peuvent paraître marginaux, mais ils sont en réalité très révélateurs de la capacité des criminels à profiter de toute aubaine, et même à démolir en l'espace de quelques mois l'œuvre d'années de politique sécuritaire.

Sans rentrer dans de fastidieux détails techniques ou affaires souvent rocambolesques, comme celle de l'hallucinante libération de l'audacieux « André do Rap », organisateur du trafic international de cocaïne du PCC vers l'Europe, le Tribunal Suprême Fédéral (STF), cour suprême brésilienne aux pouvoirs extrêmement étendus, et dont les membres ont essentiellement été nommés par les administrations précédentes, s'est par ailleurs largement chargé d'entraver la politique sécuritaire de l'administration actuelle. Et il faut bien reconnaître que l'argument de l'indépendance du pouvoir judiciaire cachait le plus souvent une vengeance et des calculs très politiques, y compris lorsqu'il s'est agi de blanchir sans réellement blanchir l'un des actuels grands candidats à la Présidentielle...

CONCLUSIONS PROVISOIRES

Les attaques récentes contre l'administration Bolsonaro sur le volet sécuritaire paraissent assez déplacées, même si finalement elles font partie de la culture politique brésilienne, très vive dans les propos et les postures – et le Président lui-même en est le parfait exemple. Depuis le retour de la démocratie au Brésil, pourtant, aucun gouvernement n'a fait autant, ni obtenu de pareils résultats en matière de lutte contre la criminalité. Il existe bien entendu des dérives, des bavures de la Police brésilienne, et peut-être un inquiétant glissement vers le vigilantisme avec le rôle accru des milices d'auto-défense de quelques quartiers. Une réforme profonde des institutions, qui sera par définition difficile à obtenir en raison de la complexité intrinsèque de ces institutions, demeure nécessaire à l'obtention d'une cohérence nationale en matière de politiques sécuritaires. Pendant ce temps-là les factions continuent d'exister, d'essayer de se développer dans tout le pays, et de s'implanter partout où elles voient une chance de le faire. En cas de faiblesse du prochain gouvernement, elles reprendront de leur superbe tandis que les statistiques de la délinquance repartiront en flèche. L'exemple de Rio de Janeiro est à cet égard, et fort malheureusement, très éloquent. Courant 2020, sous prétexte de raisons sanitaires liées au Covid-19, des activistes bon teint eurent la bonne idée de demander au Tribunal Suprême Fédéral d'interdire toutes les opérations ordinaires de Police dans les *favelas* de la ville, sauf cas d'extrême nécessité. Le résultat





ne s'est pas fait attendre : alors que la plupart d'entre elles avaient été « pacifiées », presque toutes lesdites favelas (il y en a 1 400) sont peu ou prou devenues des refuges géants pour trafiquants en tous genres. Il va sans dire que Rio, qui était déjà passablement dangereuse, ne s'en porte vraiment pas mieux.

Concernant les volets infrastructures, social et économie, là encore le gouvernement Bolsonaro n'a pas démerité du tout, voire délivré des résultats inattendus en matière de rigueur fiscale, de simplification administrative et d'industrialisation. Faisant certes peu cas de la déforestation de la région amazonienne, il a largement soutenu l'industrie agro-alimentaire du Brésil, qui peut aujourd'hui se poser en nouveau « grenier » du monde et réaffirmer ses ambitions globales au sein et en dehors des institutions internationales. Au-delà des importants besoins de l'agriculture brésilienne en matière de phosphates russes et biélorusses, la visite de Jair Bolsonaro à Moscou en février 2022 a de plus confirmé son désalignement vis-à-vis des États-Unis, les sujets traités ayant largement dépassé celui des engrais : nucléaire civil, aviation, armement, etc. Cette visite témoigne également du fait que la doctrine dite du « pragmatisme responsable », élaborée par le président militaire Ernesto Geisel en 1975, et devant faire du pays le leader de l'Atlantique Sud, semble avoir de nouveau cours à Brasília. Tout ceci déplaît au plus haut point à Washington, où l'on prépare activement le post-bolsonarisme et l'on courtise d'autres présidentiables, dont l'ancien président Lula. À l'approche des élections, la très néo-conservatrice revue *Foreign Policy* s'indigne du rapprochement de Bolsonaro avec la ligne des BRICS, Russie et Chine y compris, et lui préfère étonnamment le Parti des Travailleurs. Lula semblerait pourtant pencher, en dépit de sa vieille amitié pour Georges Bush Junior vers cette même ligne, peut-être sous l'influence d'autres dirigeants sud-américains.

N'en déplaise au grand patronat et à l'essentiel de la gauche brésilienne, la baisse globale de l'insécurité, la simplification administrative, l'amélioration des routes et infrastructures, la généreuse politique sociale de soutien aux plus pauvres durant la pandémie, ou encore le vrai « franc-parler » du Président ont permis à Jair Bolsonaro d'asseoir une audience inattendue parmi les classes les plus populaires et une grande partie de la classe moyenne. Bolsonaro semble, au moins dans les sondages, devancé par Luís Inácio Lula da Silva, mais il est difficile de présager du résultat final de l'élection, tout comme il est vain de prévoir à l'avance son degré de sincérité – la fraude électorale est tout sauf un mythe au Brésil.

Dans le contexte d'un monde qui devient décidément multipolaire, l'on peut en tous cas s'attendre à ce que les tentatives d'ingérence de l'Occident, États-Unis en tête, se multiplient, avec à terme l'idée de priver le Brésil de ses ambitions géostratégiques. Le prochain occupant du *Planalto* trouvera le pays, quel que soit le verdict des urnes, en bien meilleur ordre de bataille qu'en 2018, et il aura dans sa manche une vraie carte internationale à jouer.





BIBLIOGRAPHIE

- Cerqueira D. et Bueno S. (dir.) (2020&2021), « Atlas da violência no Brasil », IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada).
- Dolo N. et Racouchot B. (2019), « Brésil. Corruption, trafic, violence, criminalité : vers la fin du cauchemar ? » Paris, ESKA.
- Gazeta Do Povo (2020), “Escolas que se tornarem cívico-militares terão alunos da noite transferidos”, 28 octobre.
- Gonçalves E. (2020), « O caso André do Rap: como as prisões viraram fábricas de criminosos », *Veja*, 16 octobre.
- Motta R., 2022, « A Guerra ao Rio de Janeiro », *Diario do Rio*, 27 mai.
- Stuenkel E., 2022, « Why Beijing wants Bolsonaro to win? », *Foreign Policy* 22 septembre.
- ISPRJ (Instituto de Segurança Pública do Rio de Janeiro) (2020, 2021, 2022), « Estatísticas Gerais de Segurança ».
- IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística), « Painel de Indicadores ».



